L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE
No. 82, rue Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
LUNDI MATIN, 20 JANVIER 1840

POUR PRÉSIDENT DES ETATS UNIS.
HENRY CLAY.

Boucle à la dépêche d'une Convention Nationale.

La malle du Nord est arrivée très tard hier soir, et nous n'avons pu recevoir nos journaux.

Nous avons reçu des nouvelles de Galveston jusqu'au 29 et de Houston jusqu'au 18 ce mois, mais qui sont assez importantes.

DISCUSSION A PROPOS DES BANQUES.

Il y a deux manières bien distinctes de faire de la politique. D'une on s'attaquent qu'aux principes et aux choses, l'autre ne s'attaquent qu'aux personnes. Nous nous croyons que la première est aussi active et bien dirigeant quel qu'en dises. Nous ne nommons point les organes d'une extrême, nous n'avons et ne voulons avoir pour maîtres que de défendre les intérêts généraux : nous ne connaissons donc point à descendre dans l'arène étroite et marquée où quelques personnes voudraient nous entraîner. La presse est une puissance, nous avons presque dit un sacerdoce, mais c'est à la condition de parler avec bonne foi et dignité, de ne voir sous son rang et de voir les choses d'un point de vue assez élevé pour dominer les petites intrigues et les mesquines passions.

Ces réflexions ne sont pas hors de propos pour celui qui est le un article publié hautement par un des journaux du matin, sur l'opportunité de cet article y passait un qui convient d'autant moins qu'il n'a vait nullement été occasionné, mais qu'en prenait le prétexte d'une discussion à la fois sérieuse et importante, il avait été question de la suspension de la banque et de l'émission d'un papier monnaie. Nous avions dit : " A entendre certaines personnes, les banques auraient été amenées à la suspension par leur faute, uniquement en conséquence de leur système de circulation. C'est une première attaque entièrement sur l'abord, toutes ces institutions n'ont pas méritée en favoritisme, et puis on a singulièrement exagéré les fautes de quelques unes qui ont eu peu trop circonscrit le cercle de leurs escomptes. Nous ne prétendons point nier les torts qui existent, loin de là, car on aurait trahir notre mandat, mais nous voulons que chacun obtienne la part de blâme ou de louange qui lui appartient. Quelques banques ont commis des fautes, des imprudences, même, ainsi qu'elles l'ont reconnu plus tard, et nous pensons que la leçon leur profitera à l'avenir, mais vouloir assigner ces fautes isolées pour cause unique de la suspension générale, c'est commettre une erreur impardonnable, c'est dire une chose absurde. La suspension a été générale et simultanée dans toute l'Union, et on ne peut l'attribuer parconséquent qu'à des causes générales. "

Ce que nous avons dit, nous le répétons parce que c'est notre conviction intime jusqu'à ce qu'on ait prouvé le contraire. Et pourtant nous pensons qu'un paragraphe en réponse à : " Mais voici venir, un soir, des Banques, qui, pour hâter de leur donner un gain de cause, traite de calomniateurs ceux qui ne partagent pas son opinion ! " C'est pourtant ce qui a eu lieu, et nous laissons à chacun le soin de voir de quel côté est la supériorité et la bonne foi. Mais ce n'est pas tout, on n'a pas arrêté pas en si beau chemin et voilà qu'on s'écrie : " Est-ce calomnier les Banques que de dire qu'elles ont suspendu ? Est-ce les calomnier que de dire que sans entendre de nouveaux encaisser, elles exigent le remboursement périodique des sommes qui leur sont dues ? Est ce les calomnier que d'affirmer que le commerce souffre de cette mesure ? &c. " Lecteurs, vous pouvez juger par vous mêmes si c'est là discuter avec candeur et modérité, car nous nous sommes fait une loi de ne jamais entendement.

En chacun concevra comme nous qu'il est impossible de discuter avec des personnes qui travestissent perpétuellement la pensée de leurs antagonistes et qui surtout bouleversent des opinions qu'il, sans scrupule ne sont pas, les leurs, mais qui sont même diamétralement opposées aux opinions qui nous étaient.

Nous avons l'intention de traiter prochainement avec quelque développement cette question de la suspension des Banques; mais quant à faire de la politique comme on paraît la comprendre, nous y renonçons : il vaudrait mille fois mieux tuer sa plume que de la faire servir à un pareil usage.

HISTOIRE DE LA LOI AGRAIRE.

De. ARTICLE.

Ce fut l'an de Rome 268, que Spurius Cassius Viscellinus, de famille patricienne, honoré du triomphe, et par deux fois élu à la dignité consulaire, proposa de faire une perquisition exacte des terres usurpées et d'établir un nouveau partage entre les citoyens. Il pensait adopter cette proposition avec son enthousiasme ordinaire. Mais sous l'apparence du désintéressement Spurius cachait une ambition profonde. Trop confiant dans cette popularité que le moindre vent des événements peut changer en une heure, il proposa d'appuyer un partage des terres conquises, les Latins et les Herniques, dont il voulait se faire des partisans. Mais si l'orgueil romain commençait déjà à s'engourdir, il était loin d'être mort. Cette fois, il se réveilla en sursaut et cria plus haut que la misère. Spurius fut accusé d'aspirer à la tyrannie. Il, un des premiers parmi les triomphateurs il apprit que, selon la belle expression de Mirabeau, *il n'y a qu'un pas du Capitol, à la roche Tarpéienne!* Après son supplice la loi fut abandonnée.

Cependant les propositions de Spurius avaient soulevé de graves discussions. Appius Claudius patricien connu par son orgueil aristocratique, secondant lui-même la nécessité de réprimer les empiétements de territoire. Il demanda la restitution des terres usurpées pour en vendre une partie et donner le reste à ceux pour cinq ans. Cette proposition d'Appius remuera-t-elle depuis par le tribun Rullus, devint une source de discordes entre les deux ordres pendant près d'un siècle.

Jusqu'ici cependant, qu'on le remarque bien, il n'a point été question dans la loi agraire du partage de territoire entre tous les citoyens, mais seulement de la réparation d'un abus. Plus tard nous verrons qu'elle a pu jamais venir entre chose que la restitution de terres usurpées par les patriciens au préjudice des Plébéiens.

—Cependant, un million de toutes vos discussions, Rome grandit et vite, qu'on est presque tenté de se ranger à l'avis de Montesquieu, lorsqu'il prétend que les guerres civiles ont fait la force de Rome. La république augmente aux colléguées en Italie, qu'elle soumet en partie, et par deux fois échappe à la ruine complète, dont la menaçaient les deux terribles invasions gauloises ; mais en dedans les plébiscites s'agitent sans cesse, réclament et obtiennent non sans peine, par l'organe de leurs tribuns, quelques faibles et misérables ressources contre la misère qui les ronge et déborde de toutes parts. En vain, le sénat avait envoyé à différentes époques les citoyens les plus pauvres dans les colonies, sur divers points du territoire latin, en vain il avait fait des distributions de terres à ceux qui restaient dans Rome ; une plèbe aux cœurs irrités et toujours saignante attestait la force du mal et l'impuissance du remède : c'étaient les dettes, chaque jour augmentées par l'intérêt (qui fut longtemps tenu à 12 pr. cent par an,) et les droits effrayants que la loi des XII tables donnait aux créanciers sur leurs débiteurs.

Les deux ordres, on plutôt les riches et les pauvres étaient donc toujours en présence dans la même chose, tous d'oppresseur et d'opprimé. Il chaque fois qu'un homme assez dévoué ou assez sublimement ait patriotisé pour agiter ces questions, il trouvait le peuple et le sénat également prêts à reconnaître une loi juste naturelle.

La loi agraire reposait bientôt. Licinius Stolon, de naissance plébéienne, mais allié aux patriciens par son mariage avec la fille d'un noble, qui avait embrassé la cause du peuple, proposa cette loi l'an de Rome 377. Cette nouvelle loi établissait à tout citoyen, quel qu'il fut, de posséder plus de 500 arpens (*jugera*) (129 hectares et 49 ares ou environ 260 arpens, mesure française,) deux autres lois, dont l'une réglait le taux réduit de l'intérêt et du capital des créances, et dont l'autre réclamait la création d'un consulat choisi parmi les plébéiens, furent proposées en même temps par Licinius. Pendant neuf ans, les patriciens s'opposèrent par tous les moyens possibles à l'adoption de ces trois lois, qui furent enfin acceptées par le sénat. Mais il semblait vraiment que cette loi agraire, dans une jalousie avant, comme un appel aux passions, puisque toujours funeste à ses auteurs et à presque défenseurs, fut destinée à ne recevoir jamais un plein et entière exécution.

Du reste il était difficile qu'il en fut autrement. Les champions les plus fervents de la loi agraire avaient moins en vue l'intérêt du peuple, que des intérêts d'ambition personnelle. Les patriciens ne l'obtinrent jamais, et l'on vit moins de dix ans après l'adoption de la loi *Licinia*, son auteur lui même accusé par Papirius Lucius, et condamné à une amende de 10,000 as (500 livres) pour violation de sa propre loi.

Nous avons déjà dit que la loi agraire était funeste à ceux qui l'ont défendue et les champions. Nous avons vu Spurius Cassius Viscellinus précipité du haut de la roche tarpéienne, nous avons entendu retentir autour son temps les plus sanglants de la république. La loi agraire avait encore soulevé ces tempêtes politiques, et cette fois aussi notre verrons nos deux défenseurs les plus illustres, finir par le poignard des nobles après avoir commencé par l'ovation populaire.

Tibérius Gracchus, revenu d'Espagne, où il s'était distingué tout jeune encore, l'an de Rome 620, entreprit hardiment de faire revivre la loi agraire. Dans une oraison souvent par les patriciens, Scipion Nasica, son parent le tue de sa propre main. Caius Gracchus, second fils de Cornélie, recueillit courageusement le sanglant héritage, et, poursuivant l'œuvre commencée, engagea une lutte nouvelle et plus acharnée contre le sénat et l'aristocratie patricienne, il remit en discussion la loi compromise, à laquelle son frère avait donné son nom, jeun en vie, et comme Tibérius périt massacré par les nobles.

Cette époque fut celle où le peuple put espérer avec le plus de chances la réparation de cette concession populaire et importante par lui. Si n'obtint dans les tentatives des Gracchus un pas d'ambition personnelle, il fut dès-lors connu que cette ambition était noble et grande et récompensée par des qualités extraordinaires.

Mais dans la loi agraire on comme toutes les lois agraires qui avaient précédé, il n'est nullement question de la division des terres. Pourquoi ?

Ce ne fut que cinquante-sept ans après la mort des Gracques qu'on vit paraître la loi agraire ; la démocratie avait déjà été l'embarrassante agit entre les de Rome. C'est déjà plus la Rome de Fabricius, ni même celle des Gracques : c'était la Rome de Cinna et de Cicéron. Elle avait encore son guerrier et son grand homme, mais elle avait perdu sa vieille fierté et son éloquence. Le vote du peuple n'avait plus de retentissement en Forum. Déjà il prononçait l'exploi.

Ce fut Publius Rullus, tribun du peuple, homme de politique intelligente, mais vouloir assigner ces fautes isolées pour cause unique de la suspension générale, c'est commettre une erreur impardonnable, c'est dire une chose absurde. La suspension a été générale et simultanée dans toute l'Union, et on ne peut l'attribuer parconséquent qu'à des causes générales. "

Ce que nous avons dit, nous le répétons parce que c'est notre conviction intime jusqu'à ce qu'on ait prouvé le contraire. Et pourtant nous pensons que le ce paragraphe en réponse à : " Mais voici venir, un soir, des Banques, qui, pour hâter de leur donner un gain de cause, traite de calomniateurs ceux qui ne partagent pas son opinion ! " C'est pourtant ce qui a eu lieu, et nous laissons à chacun le soin de voir de quel côté est la supériorité et la bonne foi. Mais ce n'est pas tout, on n'a pas arrêté pas en si beau chemin et voilà qu'on s'écrie : " Est-ce calomnier les Banques que de dire qu'elles ont suspendu ? Est-ce les calomnier que de dire que sans entendre de nouveaux encaisser, elles exigent le remboursement périodique des sommes qui leur sont dues ? Est ce les calomnier que d'affirmer que le commerce souffre de cette mesure &c. &c. " Lecteurs, vous pouvez juger par vous mêmes si c'est là discuter avec candeur et modérité, car nous nous sommes fait une loi de ne jamais entendement.

En chacun concevra comme nous qu'il est impossible de discuter avec des personnes qui travestissent perpétuellement la pensée de leurs antagonistes et qui surtout bouleversent des opinions qu'il, sans scrupule ne sont pas, les leurs, mais qui sont même diamétralement opposées aux opinions qui nous étaient.

Nous avons l'intention de traiter prochainement avec quelque développement cette question de la suspension des Banques; mais quant à faire de la politique comme on paraît la comprendre, nous y renonçons : il vaudrait mille fois mieux tuer sa plume que de la faire servir à un pareil usage.

HISTOIRE DE LA LOI AGRAIRE.

De. ARTICLE.

Ce fut l'an de Rome 268, que Spurius Cassius Viscellinus, de famille patricienne, honoré du triomphe, et par deux fois élu à la dignité consulaire, proposa de faire une perquisition exacte des terres usurpées et d'établir un nouveau partage entre les citoyens. Il pensait adopter cette proposition avec son enthousiasme ordinaire. Mais sous l'apparence du désintéressement Spurius cachait une ambition profonde. Trop confiant dans cette popularité que le moindre vent des événements peut changer en une heure, il proposa d'appuyer un partage des terres conquises, les Latins et les Herniques, dont il voulait se faire des partisans. Mais si l'orgueil romain commençait déjà à s'engourdir, il était loin d'être mort. Cette fois, il se réveilla en sursaut et cria plus haut que la misère. Spurius fut accusé d'aspirer à la tyrannie. Il, un des premiers parmi les triomphateurs il apprit que, selon la belle expression de Mirabeau, *il n'y a qu'un pas du Capitol, à la roche Tarpéienne!* Après son supplice la loi fut abandonnée.

Cependant les propositions de Spurius avaient soulevé de graves discussions. Appius Claudius patricien connu par son orgueil aristocratique, secondant lui-même la nécessité de réprimer les empiétements de territoire. Il demanda la restitution des terres usurpées pour en vendre une partie et donner le reste à ceux pour cinq ans. Cette proposition d'Appius remuera-t-elle depuis par le tribun Rullus, devint une source de discordes entre les deux ordres pendant près d'un siècle.

Jusqu'ici cependant, qu'on le remarque bien, il n'a point été question dans la loi agraire du partage de territoire entre tous les citoyens, mais seulement de la réparation d'un abus. Plus tard nous verrons qu'elle a pu jamais venir entre chose que la restitution de terres usurpées par les patriciens au préjudice des Plébéiens.

—Cependant, un million de toutes vos discussions, Rome grandit et vite, qu'on est presque tenté de se ranger à l'avis de Montesquieu, lorsqu'il prétend que les guerres civiles ont fait la force de Rome. La république augmente aux colléguées en Italie, qu'elle soumet en partie, et par deux fois échappe à la ruine complète, dont la menaçaient les deux terribles invasions gauloises ; mais en dedans les plébiscites s'agitent sans cesse, réclament et obtiennent non sans peine, par l'organe de leurs tribuns, quelques faibles et misérables ressources contre la misère qui les ronge et déborde de toutes parts. En vain, le sénat avait envoyé à différentes époques les citoyens les plus pauvres dans les colonies, sur divers points du territoire latin, en vain il avait fait des distributions de terres à ceux qui restaient dans Rome ; une plèbe aux cœurs irrités et toujours saignante attestait la force du mal et l'impuissance du remède : c'étaient les dettes, chaque jour augmentées par l'intérêt (qui fut longtemps tenu à 12 pr. cent par an,) et les droits effrayants que la loi des XII tables donnait aux créanciers sur leurs débiteurs.

Les deux ordres, on plutôt les riches et les pauvres étaient donc toujours en présence dans la même chose, tous d'oppresseur et d'opprimé. Il chaque fois qu'un homme assez dévoué ou assez sublimement ait patriotisé pour agiter ces questions, il trouvait le peuple et le sénat également prêts à reconnaître une loi juste naturelle.

La loi agraire reposait bientôt. Licinius Stolon, de naissance plébéienne, mais allié aux patriciens par son mariage avec la fille d'un noble, qui avait embrassé la cause du peuple, proposa cette loi l'an de Rome 377. Cette nouvelle loi établissait à tout citoyen, quel qu'il fut, de posséder plus de 500 arpens (*jugera*) (129 hectares et 49 ares ou environ 260 arpens, mesure française,) deux autres lois, dont l'une réglait le taux réduit de l'intérêt et du capital des créances, et dont l'autre réclamait la création d'un consulat choisi parmi les plébéiens, furent proposées en même temps par Licinius. Pendant neuf ans, les patriciens s'opposèrent par tous les moyens possibles à l'adoption de ces trois lois, qui furent enfin acceptées par le sénat. Mais il semblait vraiment, que cette loi agraire, dans une jalousie avant, comme un appel aux passions, puisque toujours funeste à ses auteurs et à presque défenseurs, fut destinée à ne recevoir jamais un plein et entière exécution.

Du reste il était difficile qu'il en fut autrement. Les champions les plus fervents de la loi agraire avaient moins en vue l'intérêt du peuple, que des intérêts d'ambition personnelle. Les patriciens ne l'obtinrent jamais, et l'on vit moins de dix ans après l'adoption de la loi *Licinia*, son auteur lui même accusé par Papirius Lucius, et condamné à une amende de 10,000 as (500 livres) pour violation de sa propre loi.

Nous avons déjà dit que la loi agraire était funeste à ceux qui l'ont défendue et les champions. Nous avons vu Spurius Cassius Viscellinus précipité du haut de la roche tarpéienne, nous avons entendu retentir autour son temps les plus sanglants de la république. La loi agraire avait encore soulevé ces tempêtes politiques, et cette fois aussi notre verrons nos deux défenseurs les plus illustres, finir par le poignard des nobles après avoir commencé par l'ovation populaire.

Tibérius Gracchus, revenu d'Espagne, où il s'était distingué tout jeune encore, l'an de Rome 620, entreprit hardiment de faire revivre la loi agraire. Dans une oraison souvent par les patriciens, Scipion Nasica, son parent le tue de sa propre main. Caius Gracchus, second fils de Cornélie, recueillit courageusement le sanglant héritage, et, poursuivant l'œuvre commencée, engagea une lutte nouvelle et plus acharnée contre le sénat et l'aristocratie patricienne, il remit en discussion la loi compromise, à laquelle son frère avait donné son nom, jeun en vie, et comme Tibérius périt massacré par les nobles.

Cette époque fut celle où le peuple put espérer avec le plus de chances la réparation de cette concession populaire et importante par lui. Si n'obtint dans les tentatives des Gracchus un pas d'ambition personnelle, il fut dès-lors connu que cette ambition était noble et grande et récompensée par des qualités extraordinaires.

Mais dans la loi agraire on comme toutes les lois agraires qui avaient précédé, il n'est nullement question de la division des terres. Pourquoi ?

Ce ne fut que cinquante-sept ans après la mort des Gracques qu'on vit paraître la loi agraire ; la démocratie avait déjà été l'embarrassante agit entre les de Rome. C'est déjà plus la Rome de Fabricius, ni même celle des Gracques : c'était la Rome de Cinna et de Cicéron. Elle avait encore son guerrier et son grand homme, mais elle avait perdu sa vieille fierté et son éloquence. Le vote du peuple n'avait plus de retentissement en Forum. Déjà il prononçait l'exploi.

Ce fut Publius Rullus, tribun du peuple, homme de politique intelligente, mais vouloir assigner ces fautes isolées

tion qui propose la nouvelle loi. Cicéron soutenu alors, la combattit avec la supériorité de son éloquence et de sa position.

Voici qu'elle était la loi agraire de Rullus. Celle-ci, non plus que les autres, la nouveauté rien qui puisse indiquer un partage égal des propriétés particulières entre tous les citoyens.

Il s'agissait de vendre l'ancien domaine du roi de Macédoine, le territoire de Corinthe, les terres vacantes de Carthagène, en Espagne, Carthage, en Afrique, les terres, forêts et mines-Seule, que la république possédait en Italie et en Sicile, et qui avaient été assignés à titre depuis le premier consulat de Sylla. Des commissaires, nommés par une faible portion du peuple, devaient nouveler les pouvoirs les plus étendus et rappelerait antique et redoutable puissance, dont les décemvirs avaient été épuisés revêtus. On les savait chargés de faire le partage des terres entre les citoyens pauvres. Ce projet, qui offrait quelques dispositions semblables à celles proposées autrefois par Appius Claudius, n'eût pas de succès. Cicéron, fils d'un paysan d'Arpinum en homme nouveau, comme on disait alors, jeune dans cette occasion, un grand rôle. Il exposa et populariser en rejetant la loi de Rullus, et son éloquence dans le sénat en faisant un éloge pompeux des Gracques.

Cette lutte fut la dernière que le Sénat eût à soutenir pour l'établissement d'un loi agraire ; le peuple romain n'était déjà façonné au joug, sous la main puissante de tous les ambitieux, qui, les uns après les autres, s'essayaient un pouvoir absolu, et tentaient avec des chances diverses de substituer l'autorité d'un seul homme à l'autorité de tous.

Sylla, Cœsar et Auguste publièrent à différentes époques des lois qu'on peut peut appeler des lois agraires et qui étaient relatives au partage des terres conquises sur les ennemis ou confisquées sur les citoyens.

Dans la collection des lois romaines, on trouve aussi la nom de lois agraires donné à l'ensemble des lois, décrets et ordonnances qui statuaient sur la police des campagnes, le maintien et les limites des bornes et des cloisons, et véthissent à la conservation des propriétés publiques et particulières.

Mais, en qu'on ne trouve nulle part dans la législation romaine, c'est une proposition quelconque qui prêche justifier le sens qu'on a donné dans les temps modernes à *la loi agraire*.

Nous le répétons, les sources où nous avons puisé sont scrupuleuses et authentique. Nous n'avons fait que coordonner l'histoire de la législation agraire dans son ensemble chronologique, avec ses alternatives de succès et de revers, et l'examen le plus manifeste ne peut rien y découvrir, depuis la proquisition demandée en 268 par Spurius Cassius jusqu'au projet de P. Servilius Rullus, une seule phrase qui ait trait à la division territoriale, qu'à évidemment en vue la loi du 18 mars 1793.

Concevez se fait-il donc qu'une erreur aussi flagrante ait pris place un rang des vérités incontestables ? Demandez pourquoi on croit encore aujourd'hui, que Césaur a été assassiné parce qu'il voulait asservir son pays, tandis qu'il n'a été qu'une victime de plus, sacrifié à l'antithèse des patriciens, qui tremblaient en voyant les peuples du Latium et même des Gaules appelés par ce prétendu tyran au privilège des municipe, privilège qui a fait pour la liberté presque autant que le christianisme lui même. Demandez pourquoi les historiens ont voué à l'exécration, les noms de Julien l'apostat, un des meilleurs et des plus grands hommes de l'antiquité; demandez pourquoi François premier, qui condamnait au feu l'inventeur de l'imprimerie, comme sorcier, passe encore pour le restaurateur des lettres etc. S'il fallait répondre à toutes les questions de ce genre, les cris' bouches de la renommée elle même n'y suffiraient pas.

HAINS B.....

Il existe en ville un beau tableau de Vinchon, représentant Rainey D'Anglas présidant la Convention Nationale pendant la fameuse journée du 1er. Prairial an 3. Prochainement on fera l'exposition de cet ouvrage aussi remarquable par le sublimité du sujet que par le fini de l'exécution.

Nous nous proposons d'en parler sous peu avec plus de détails.

CONGRES.

Washington 16 Janvier 1839.

SÉNAT DES ETATS-UNIS.

L'affaire la plus importante dont le sénat se soit occupé, c'est l'adoption définitive de l'acte pour la rédaction du prix des terres publiques.

M. Clay a prononcé un discours assez long en réponse à M. Calhoun et a entamé les raisons pour lesquelles il s'oppose au plan de cession de M. Calhoun. Il considère ce plan comme impraticable et impossible, cependant que quand même on pourrait le mettre à exécution, on ne le devrait pas, parce qu'il est injuste envers les anciens Etats, qui ont des droits égaux à ceux des nouveaux états sur le domaine national.

M. Calhoun dit que son plan est de donner la moitié des terres publiques aux nouveaux Etats, en don gratuit, et l'autre moitié par le motif que le montant des ventes doit être donné en garantie au gouvernement général.

M. Clay répond qu'il sera impossible aux nouveaux Etats de payer cette somme. En ne montant l'argent qu'à 25 cent, les terres concédées s'élèveraient à une somme de 75 millions de piastres et la dette d'état envers le gouvernement général, pour quelques états serait de 15 à 16 millions de piastres. A 50 c. l'arpent cette somme serait double; et quadruple, à raison d'une piastre l'arpent. Les terres dès, valent cela.

M. Calhoun pense que les terres, dans leur état actuel, ne valent pas plus de 25 c. l'arpent. Toute évaluation au dessus de ce taux lui paraît trop forte. Il se souvient que du temps de James Madison, tout le domaine n'était estimé qu'à 10 millions de piastres.

M. Clay persiste dans son opinion, qui se trouve supportée par les ventes immenses qui s'élèvent déjà à près de dix fois dix millions.

M. Clay termine ses remarques par un appel aux Sénateurs des nouveaux Etats. Il leur rappelle que les nouveaux Etats n'ont jamais demandée une donation, sans que la Congrès se soit empressé de l'accorder. A chaque session du Congrès, il leur a été alloué de grandes quantités de terres, pour des écoles et des colléges, des édifices publics et des améliorations intérieures; tandis que lorsque les anciens Etats faisaient des demandes pareilles ils n'éprouvaient que des refus. Demandaient-ils que distribution des propriétés auxquelles ils avaient des choix égaux, on la leur refusait. Demandaient-ils, ainsi que l'a fait, il y a deux jours, l'Etat de Vermont, des terres publiques, pour favoriser l'éducation, on les leur refusait. Eussé-ils ce qu'on appelle de la justice ? Est-ce équitable ? M. Clay ne le pense pas. Les nouveaux Etats sont si puissants que lorsqu'on alla aux voix, il y quelques jours, sur le renvoi illimité de l'acte qui était devant le Sénat, sur 37 Sénateurs qui s'y opposèrent, 17 appartenaient aux nouveaux Etats et 10 seulement aux anciens.

La discussion est continuée par MM. Benton, Calhoun, Niles et King (Ala.)

Le sénat procède ensuite à l'appel nominal sur l'adoption définitive de l'acte. 27 pour l'affirmative, et 20 pour la négative. Absens MM. Webster, Morris et Clayton.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

La chambre reçoit des rapports des fonctionnaires. Elle adopte ensuite un bill venu du sénat pour régler un acte relatif au transport des malles par les chemins à roulement.

La chambre adopte une résolution qui charge les comités de la marine de s'informer s'il convient de construire cinq bricks de guerre, suivant les recommandations du secrétaire de la marine.

M. Petriken, de Penn. s'oppose à la résolution qui est soutenue par M. Inghram, de Conn.

M. Duncan de l'Ohio, continue et termine son discours. Il parle longtemps; mais ce qu'il dit ne rapporte à l'opinion qu'il cherche à émettre vers la fin de la session précédente. M. Duncan la mit alors par écrit et l'a revue depuis. Aujourd'hui. Cependant, il a beaucoup ajouté à ses remarques antérieures et a eu la parole pendant tout le reste de la journée.

CANADA.

MM. Aubin, rédacteur, et Jacquies, imprimeur du *Fantasque*, ont été interrogés hier sous accusation de haute trahison, et leur imprimerie a été saisie et enlevée, avec leurs papiers.

Les prisonniers d'Etat occupent tous le même quartier dans la prison de Quebec. Ils sont maintenant au nombre de huit, savoir : MM. Parent et Fréchette, Aubin et Jacquies, le docteur Rousseau, Teed, Chasseur et Dumont. Ce dernier est Français, emprisonné sur soupçon de menées politiques. M. Connolly, qui avait été emprisonné avec MM. Rousseau, Teed et Chasseur, est sorti peu de temps après sous caution, et le docteur Fréchette a été transféré à la prison de Montréal. Les parents et amis des prisonniers obtiennent la permission de les voir en se munissant d'une passe du chef de police. (Gazette de Quebec.)

On lit dans le *Portland Courier* :

IMPORTANT.—La décision récemment rendue par la Cour de Circuit, de ce district par le Juge Fairy, résout la question soulevée par l'administration relative aux droits d'importation sur certaines étoffes de laine.

Le Boston Post fait aussi connaître une décision analogue sur les étoffes de soie, par le juge Story de Massachusetts. La décision porte que l'à partir du 29 de Décembre 1838, les étoffes de soie, en tout ou en partie, venant de ce côté de Cap de Bonne Espérance, (la soie à compter exceptée,) seront admises en franchise. La garde de soie, les étoffes de soie, étoffes de soie, entra toute étoffe de soie, tissu ou unie, de tant genre sera admise libre de droits à la douane de Boston.

On lit dans le *Journal du Commerce* :

La goélette Caribou, de East Port, (qu'un avait détenue à Eastport sur la réquisition du shériff de New York à la Nouvelle Orléans,) arrivée à Eastport. Le capitaine Delordermier avait chargé partie de la cargaison dans des bateaux de sauvetage et l'avait conduite à Nassau hissant le guidette avec huit autres personnes de son sous sorte.

Il paraît que sur ce entrefaites une autre bande de sauveteurs s'empara de la goélette par force, chassa les hommes laissés par le capitaine et la conduisit à Nassau. Il y aura de-ce un procès sur ce sauvetage.

VARIÉTÉ.

LE BARBIER DE CADIX.

La guerre et les discussions civiles qui désolent depuis dix ans l'Espagne, n'auraient pas seulement, dans leur marche constante, des drames publics et des infortunes éclatantes, elles agitent aussi parfois, dans leur sphère bourgeoise, les plus simples intérêts et donnent aux hommes des parts. Voici une histoire arrivée que j'ai recueillie qu'aucun citoyen ne saurait dans la Péninsule sans être de mon pays et de son temps.

Don Ferdinand Guzman, depuis plus de vingt années, exerçait le barbier Pedro Vasquez, qui, par un beau jour du printemps dernier, dans la chambre à coucher de seigneur Alava, aide-major de Cadix. Il y avait vingt ans que Nunez venait, tous les matins, faire la même pénible, rajeunir la digne figure du seigneur Alava, et pour le progrès de la bonne humeur on trouvait en rasant vis-à-vis du prisonnier la plus considérable. Le magistrat, du reste, ne s'était pas exposé de cette légère interdiction, absorbé qu'il était dans l'accumulation de plusieurs fortes couches d'or et d'argent, rasoir par rasoir, plus et par rendement sur le titre de son menton. Cette même préoccupation l'empêchait de remarquer le trouble extraordinaire que le barbier ne put cacher en entrant dans la chambre, et qui ne devint pas moins sensible dans la seconde et dernière demi-heure de la séance. Pedro Vasquez, en effet, se tenait la poitrine d'une main pour calmer les battements de son cœur, et de l'autre il tenait le rasoir avec une main mal assurée. Le malheureux barbier était sous le coup d'une accusation terrible, dont il ne pouvait se laver que par la mort ou par la fuite. Si le seigneur Alava voulait approfondir, il était perdu. Il s'était rendu coupable d'un crime, et le magistrat, qui était son juge naturel, était aussi son client. Pedro Vasquez, en effet, avait tué un homme, et cet homme était le frère de la femme de son client. Il avait tué Don Ignace Ramirez, le mari de Dona Clara, la maîtresse de Don Antonio Alava, le père de